

Commune de MONCETZ-LONGEVAS
 Département de la MARNE
 Arrondissement de CHALONS
 Canton de CHALONS-EN-CHAMPAGNE-3

Feuillet n° 2018/05

Arrêté n° 5 de Février 2018**Objet : arrêté portant non opposition à déclaration préalable délivré par le Maire au nom de la commune**

CADRE 1 :	DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE Déposée le 01/02/2018	CADRE 2 : DECLARATION PREALABLE DP 051 372 18 R0002
Par :	Madame MAILLARD Claudine 13 Grand'Rue 51470 MONCETZ-LONGEVAS	Surface de plancher créée ⁽¹⁾ : non concerné
Pour Sur un terrain sis :	Clôture Grand'Rue 51470 MONCETZ-LONGEVAS	Références cadastrales : AA 32

NOUS, LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MONCETZ-LONGEVAS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
 Vu le Code de l'Urbanisme,
 Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 juin 2012,
 Vu la déclaration préalable susvisée, et le projet qui l'accompagne,

ARRÊTONS

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Article 2: Affichage, assurances et règlementation anti-endommagement des réseaux :
 - **L'affichage sur le terrain demeurera pendant toute la durée des travaux, sans discontinuité, et avec un minimum de deux mois pour les travaux exécutés dans un délai inférieur.**
 Cet affichage sera réalisé sur un panneau rectangulaire d'au moins 80 cm de côté, visible de la voie publique, avec indication des mentions suivantes : Nom du bénéficiaire, nom de l'architecte, référence d'autorisation, nature et importance des travaux, superficie du terrain, date d'affichage en Mairie (1) et adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté.
 - Il est rappelé l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.
 - Une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) doivent être adressées à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement, ...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr).

L'arrêté est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (Article L.424-7 du Code de l'Urbanisme).

Acte transmis à la Préfecture de la Marne le

À Moncetz-Longevas, le 19 février 2018

Madame Le Maire,
 Marie-Jeanne Tronchet



(1) Date d'affichage en Mairie : 19/02/2018

